



Schengen, trente ans après: bilan, réalités, défis

Auteur : Philippe Delivet



30 ans après la signature de l'accord de Schengen le 14 juin 1985 qui instaurait un espace de libre circulation des personnes, cet accord constitue un acquis fondamental de la construction européenne. Il est un exemple d'une coopération associant à l'origine un petit nombre d'Etats avant d'être étendue dans le cadre des traités, tout en faisant participer des Etats qui ne sont pas membres de l'Union européenne. La Fondation publie une étude de

Philippe Delivet qui dresse un bilan de cette coopération et insiste sur les défis à venir. Confronté à des défis sans précédent dans un contexte de profonde déstabilisation de son voisinage, l'espace Schengen est appelé à se renforcer pour assurer le contrôle effectif de ses frontières extérieures tout en répondant à l'urgence humanitaire.

[Lire la suite](#)

Sommaire

Fondation : Editorial - Rapport Schuman - Démocratie **Crise financière** : BCE - Espagne - Grèce - Portugal **Conseil européen** : Investissement **Commission** : Amazon - Investissement - Energie/Baltique **Parlement** : Egalité - Transparence - Propriété intellectuelle - Hongrie - Russie - TTIP/Report **Conseil** : Justice - Transports - Energie - Marques - Numérique **Diplomatie** : Mexique - Amérique Latine - Caraïbes **Agences européennes** : Espace **France** : Salon/Bourget **Italie** : Migrations **Pologne** : Démissions - Vatican **Roumanie** : Corruption **Royaume-Uni** : Référendum - Privatisations **Canada** : Harper /Visite **Russie** : Italie **Turquie** : Démission **Ukraine** : FMI **ONU** : Migrations **Eurostat** : Croissance - Commerce - Dette publique - Amérique Latine - Services **Publications** : Italie/Europe **Culture** : Art/Bâle - Fête/musique - Hampton Court - Expo/Versailles

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

Fondation :

La patience et la vertu



Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation, publie sur son site un éditorial sur la nécessaire intégration européenne et les tergiversations à ce sujet des États membres et de leurs dirigeants nationaux. "On attend toujours des avancées courageuses de nos dirigeants nationaux pour dépasser la querelle de légitimité entre les précieuses identités nationales et l'indispensable efficacité de la supranationalité. Pour valoriser l'Union européenne"... [Lire la suite](#)

Publication de l'édition 2015 du Rapport Schuman sur l'état de l'Union



La 9e édition du Rapport Schuman sur l'état de l'Union est parue et permet de mieux comprendre les enjeux à venir : renforcement de la zone euro, croissance et emploi, investissements, Union de l'énergie, immigration, terrorisme, défense européenne et défis de sécurité à l'Est et au Sud, enjeux transatlantiques, etc. Les plus hautes personnalités dont Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, ainsi que les

meilleurs experts ont choisi de s'y exprimer. Le Rapport Schuman 2015 sur l'état de l'Union est disponible en librairie, sur le site de la Fondation et en version numérique. Commandez-le !.. [Lire la suite](#)

Le prix de la Démocratie



Le prix de la Démocratie, créé par l'Institut Marc Sangner, a pour but de valoriser toutes les initiatives permettant de donner plus de pouvoirs aux citoyens pour exprimer leurs opinions. Les objectifs de ce prix sont de défendre les valeurs liées à la Démocratie, souligner les actions bénéfiques pour l'intérêt général et récompenser celles qui œuvrent pour la défense des droits des citoyens. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 30 juin... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Crise financière :

La BCE contribue à la reprise



Dans un entretien au journal français "La Croix", le 11 juin, Benoît Cœuré, l'un des membres du directoire de la banque centrale européenne (BCE), dresse un tableau des grands défis économiques en Europe. Selon lui, la BCE contribue au redémarrage de l'activité économique, dans la zone euro, en abaissant le niveau des taux d'intérêt, du taux de change de l'euro ainsi que le coût du financement pour les investissements à court et à long terme. Cependant, cette reprise doit être consolidée par des mesures instaurant un environnement règlementaire et social favorable aux affaires et un climat de confiance pour les investissements... [Lire la suite](#)

Prévisions de croissance du FMI concernant l'Espagne



Le FMI a relevé, le 8 juin, ses prévisions de croissance de l'économie espagnole, à 3,1% cette année et 2,5% en 2016, contre 2,5% et 2% respectivement en avril dernier. Cette hausse de l'activité économique est due, principalement, à la baisse des prix du pétrole, au recul de l'euro et à la politique accommodante de la BCE. Cependant, cette reprise reste fragile et des réformes structurelles sont nécessaires, visant trois priorités : le soutien à la croissance de long terme, la poursuite de la baisse de la dette privée et un environnement fiscal de confiance... [Lire la suite](#)

Grèce : pas d'accord trouvé après les négociations à Bruxelles



Les négociations entre Athènes et ses créanciers à Bruxelles se sont terminées, le 14 juin, sans trouver d'accord. Il n'y aura pas d'autres rendez-vous avant la réunion de l'Eurogroupe le 18 juin. Au 30 juin, la Grèce doit rembourser une tranche de 1,6 milliard d'euros au FMI et attend le versement de tout ou d'une partie des 7,2 milliards d'euros, dans le cadre du deuxième plan d'aide au pays. Alors que le FMI a annoncé, le 11 juin, qu'il retirait ses équipes des négociations à Bruxelles, évoquant des "divergences majeures" entre Athènes et ses créanciers, le gouvernement grec refuse d'abaisser les petites retraites et d'imposer une TVA à 23 % sur l'électricité, comme l'exigent ses créanciers... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

UE-BCE-FMI: deuxième mission de contrôle au Portugal



Malgré l'amélioration de la situation économique et financière du Portugal, la Troïka (UE-BCE-FMI) a estimé le 12 juin, suite à sa deuxième mission de contrôle, que le pays doit continuer ses efforts pour réduire son déficit budgétaire. "La reprise économique est toujours freinée par des déséquilibres macroéconomiques, (...) les efforts pour réduire le déficit budgétaire structurel doivent se poursuivre", ont estimé la Commission et la Banque centrale européenne. "Il y a un risque que l'objectif d'un déficit de 2,7% du PIB ne soit pas atteint sans une limitation accrue des dépenses" a ajouté le Fonds monétaire international... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conseil européen :

Adoption d'un accord de compromis sur le Plan d'investissement



Le 9 juin 2015, le Conseil a adopté un accord de compromis sur le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), pièce centrale du Plan d'investissement de 315 milliards € de la Commission. Cet accord clarifie la nature des projets soutenus, la durée de vie du Fonds, son financement, ainsi que la structuration de sa gouvernance. L'accord avec

Le Parlement européen avait été obtenu lors d'un trilogue à Bruxelles les 27 et 28 mai, tandis que l'approbation finale sur l'accord avait été obtenue le 4 juin. Le règlement sur le FEIS sera soumis à un vote du Parlement européen le 24 juin, tandis que le Conseil européen devra l'approuver. L'adoption finale est prévue pour la fin juin, ce qui permettrait une entrée en vigueur début juillet et un financement des premiers projets par le FEIS dès la mi-septembre... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Commission :

Nouvelle enquête contre Amazon

 La Commission européenne a ouvert le 11 juin une nouvelle enquête visant Amazon, déjà dans le collimateur pour le régime fiscal dont il bénéficie au Luxembourg, et désormais soupçonné par Bruxelles d'abus de position dominante dans la commercialisation des livres numériques. La Commission craint que certaines clauses signées avec les éditeurs n'entravent la concurrence et ne constituent un abus de position dominante de la part d'Amazon, premier distributeur de livres numériques en Europe grâce à sa liseuse Kindle. Plus précisément, les clauses en question obligent les maisons d'édition à informer Amazon si elles offrent des conditions plus favorables ou différentes à ses concurrents et à lui accorder des conditions analogues ou au moins aussi favorables... [Lire la suite](#)

La Slovaquie contribuera à hauteur de 400 millions d'euros au plan d'investissement



La Slovaquie a annoncé le 15 juin qu'elle contribuerait à hauteur de 400 millions d'euros à des projets bénéficiant d'un financement du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), qui constitue la clé de voûte du plan d'investissement pour l'Europe de 315 milliards d'euros. Après l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et la Pologne, la Slovaquie est le septième pays à contribuer au plan... [Lire la suite](#)

Vers une plus grande intégration des marchés européens de l'énergie



Le 8 juin, la Commission européenne et les pays de la région de la mer Baltique ont signé un mémorandum d'entente prévoyant une modernisation et un renforcement du Plan d'interconnexion des marchés énergétiques de la région de la Baltique. Dans le même temps, 12 pays européens ont signé une déclaration de coopération régionale sur la sécurité de l'approvisionnement électrique à l'intérieur du Marché intérieur. Cette signature fut suivie par une déclaration politique du Forum de l'énergie Pentagonal, forum qui constitue le cadre de la coopération régionale en Europe centrale et de l'Ouest. Le mémorandum et les deux déclarations s'inscrivent dans le cadre de la réalisation du marché de l'énergie et doivent permettre une intégration plus forte au sein du Marché unique ainsi qu'une libération du potentiel des énergies renouvelables dans le système énergétique européen... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Parlement :

Résolution du Parlement sur l'égalité homme-femme



Une résolution, adoptée le 9 juin par les députés européens, encourage l'Union européenne à se fixer des objectifs clairs et concrets dans sa stratégie pour l'égalité homme-femme. Ils demandent la mise en place de mesures spécifiques pour les femmes migrantes et celles issues des minorités ethniques. Les députés européens attirent aussi l'attention sur la nécessité de contrer les nouvelles formes de violences faites aux femmes comme le cyber-harcèlement... [Lire la suite](#)

Les entreprises ont-elles peur de la transparence ?



La commission spéciale sur l'évasion fiscale du Parlement européen regrette le manque de coopération des entreprises multinationales. Elle a donc décidé le 9 juin de publier la liste des groupes qui ont poliment décliné son invitation. Parmi eux, Mc Donalds, Google, Ikea, HSBC, Amazon, ont jusqu'à présent refusé de venir répondre aux questions des députés européens sur l'optimisation fiscale. Une seule entreprise, Total, a accepté de comparaître devant la commission le 23 juin... [Lire la suite](#)

Les députés européens appellent à renforcer la protection de la propriété intellectuelle

Les députés européens ont appelé, le 9 juin, la Commission européenne à davantage protéger la propriété intellectuelle en Europe. En effet, selon eux la montée en puissance de la criminalité organisée



et des violations de la propriété intellectuelle mettent en danger l'esprit d'innovation en Europe pourtant fondamental dans la croissance économique. Les députés européens soulignent aussi la nécessité d'établir une différence entre la contrefaçon (domaine physique) et les violations de droits de propriété dans le domaine digital... [Lire la suite](#)

Les députés européens condamnent les déclarations sur la peine de mort et l'immigration



Les députés européens ont demandé par 362 voix, contre 247 et 88 abstentions, le 10 juin à la Commission européenne de placer la Hongrie sous "surveillance" après les déclarations de son chef de gouvernement Viktor Orban pour le rétablissement de la peine de mort et contre les immigrés. Or, l'abolition de la peine de mort est inscrite dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Ils déplorent "une menace systémique pour l'État de droit" en Hongrie qui pourrait justifier la mise en œuvre des sanctions prévues à l'article 7 du traité de l'UE, telles qu'une suspension des droits de vote au sein du Conseil européen. Ils "dénoncent" également la consultation publique sur l'immigration lancée par le gouvernement hongrois dans laquelle l'arrivée d'étrangers est associée à des menaces pour l'emploi et à des problèmes de sécurité dans le pays... [Lire la suite](#)

Les députés européens demandent une réévaluation des relations avec la Russie



Les députés européens ont demandé à l'Union européenne le 10 juin de "réévaluer de manière critique" ses relations avec la Russie, par 494 voix, contre 135 et 69 abstentions. Cette résolution fait suite à "l'agression" contre l'Ukraine, ainsi qu'aux ingérences de la Russie dans les politiques européennes (notamment à travers le financement de partis radicaux et extrémistes européens). L'Union européenne doit désormais mettre en place un plan d'urgence non coercitif pour lutter contre les politiques agressives de Moscou et pour lutter contre la propagande russe. Les députés appellent également à ne pas conclure d'accords bilatéraux avec la Russie, qui pourraient nuire à l'unité de l'Union européenne, et ont condamné la liste noire russe "arbitraire", interdisant de séjour en Russie 89 Européens... [Lire la suite](#)

Report par le Parlement européen du vote et du débat sur la résolution TTIP



Le 9 juin 2015, Martin Schulz, Président du Parlement européen, a décidé, sur la base de l'article 175 du Règlement du Parlement européen, de reporter le vote sur la résolution sur le TTIP qui devait intervenir le 10 juin. Les députés européens ont décidé, sur la base de l'article 152 du même Règlement, de reporter également le débat qui devait avoir lieu sur cette résolution... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conseil :

Orientation générale du Conseil sur la protection des données



Le 15 juin, les 28 ministres européens de la justice ont dégagé une orientation générale concernant le règlement sur la protection des données. Cette orientation générale servira de base aux négociations avec le Parlement européen afin qu'un accord puisse intervenir sur le texte final du règlement... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conclusions du Conseil en matière de Transports et Télécommunications



Les 11 et 12 juin, les 28 ministres européens chargé des Transports et des Télécommunications ont adopté une approche sur les prescriptions techniques pour les bateaux de la navigation intérieure qui vise à harmoniser les procédures existantes. ils ont pris note de l'état d'avancement de la gouvernance et de la libéralisation mises en oeuvre dans le cadre du 4e "paquet ferroviaire" et ont échangé sur les progrès des négociations sur les droits des passagers européens. La Présidence lettone a fait un compte-rendu de l'état d'avancement des propositions sur le marché unique des télécommunications et le marché unique du numérique. Ils ont adopté un programme concernant les solutions d'interopérabilité pour les administrations publiques, les citoyens et les entreprises (ISA2), ainsi que des conclusions sur les transferts de gestion des fonctions de l'IANA. Enfin, ils ont pris note des avancées sur la proposition visant à

faciliter l'accès à certains sites web... [Lire la suite](#)

Conclusions du Conseil en matière d'énergie



Le 8 juin, les 28 ministres européens de l'Énergie réunis à Luxembourg ont débattu de la mise en œuvre de la stratégie pour la sécurité énergétique. Cette stratégie vise à permettre à l'Union européenne de faire face à tout choc ou perturbation dans son approvisionnement énergétique, ainsi qu'à réduire sa dépendance. De plus, ils ont adopté des conclusions sur la mise en œuvre du cadre stratégique pour l'Union de l'énergie dont la finalité est de fournir aux consommateurs européens une énergie sûre, soutenable et abordable, tout en encourageant les investissements nécessaires. Enfin, ils ont été informés par la Commission de l'avancée des travaux concernant les relations internationales dans le domaine de l'énergie, et notamment des avancées sur les négociations trilatérales entre l'Union, la Russie et l'Ukraine ainsi que sur la Communauté énergétique... [Lire la suite](#)

Vers une réforme du système de l'Office communautaire des marques



Le 10 juin 2015, le Conseil a approuvé un accord de compromis sur la réforme du système européen des marques. Cette réforme améliorera les capacités d'innovation des entreprises, tout en les protégeant davantage contre la contrefaçon. De plus, cette réforme vise à rendre le système d'enregistrement des marques plus accessible et efficace pour ces dernières. L'accord de compromis se devra maintenant d'être adopté par la Commission des Affaires juridiques du Parlement européen, pour ensuite être adopté par le Conseil en première lecture. Une fois la position du Conseil adoptée, le texte sera soumis à un vote en deuxième lecture, en plénière, au Parlement européen... [Lire la suite](#)

1ère réunion ministérielle du Partenariat oriental sur l'économie numérique



La première réunion ministérielle du Partenariat oriental sur l'économie numérique, organisée par la Présidence lettone en collaboration avec la Commission européenne, s'est tenue le 11 juin à Luxembourg. Les participants ont affirmé leur engagement commun à développer l'économie numérique, essentielle au développement économique, à la croissance et à la création d'emplois. Ont notamment été abordés les services électroniques pour l'administration en ligne (santé en ligne et douane électronique), le commerce électronique pour les PME, la cybersécurité et la eLogistique... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Sommet UE-Mexique



Le sommet entre l'Union européenne et le Mexique s'est déroulé le 12 juin. Il a permis aux deux parties de renforcer leur partenariat et de mettre en place plus de coopération bilatérale pour faire face aux problèmes et enjeux communs. Il a été l'occasion de lancer des négociations pour moderniser le cadre juridique bilatéral. Les relations vont donc s'intensifier dans les domaines de la sécurité énergétique, des énergies renouvelables, de la recherche, de l'éducation, de la lutte contre le trafic de drogue, de l'aide humanitaire et des migrations internationales... [Lire la suite](#)

Sommet UE-CELAC



Le sommet UE-CELAC (Communauté d'États latino-américains et caraïbes) s'est tenu les 10 et 11 juin à Bruxelles. Il a été l'occasion pour les deux parties de renforcer leur coopération et d'approfondir leur partenariat. Ils ont réaffirmé leur volonté de respecter le droit international et la charte des Nations Unies. L'Union européenne a annoncé qu'elle soutiendrait financièrement la Colombie pour désarmer les guérillas une fois conclu un accord de paix, et a appelé de ses vœux une "modernisation" de ses relations avec Cuba. Elle a par ailleurs signé un accord supprimant les visas pour les courts séjours de ressortissants péruviens et colombiens dans l'espace Schengen. Outre le climat, des avancées en matière d'accords multilatéraux ont été effectuées. L'Union européenne a par ailleurs annoncé le déblocage de 118 millions € d'aide aux entreprises... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

[Rencontre entre l'Union européenne et les États des Caraïbes](#)



Les chefs d'Etat et de gouvernement du Forum des Caraïbes (CARIFORUM) ainsi que Donald Tusk, Président du Conseil européen, et Federica Mogherini, Haute-Représentante de l'Union européenne, étaient réunis en marge du Sommet de la CELAC à Bruxelles le 11 juin 2015. Cette rencontre fut l'occasion d'un débat entre les participants sur la Stratégie conjointe de Partenariat entre l'UE et les Caraïbes, adoptée en novembre 2012. L'UE et le CARIFORUM ont signé un programme de coopération régionale pour un montant de 346 millions d'euros, qui seront consacrés à l'intégration régionale, au développement d'énergies renouvelables, à la sécurité... Ce programme s'inscrit dans le cadre de l'aide d'un milliard d'euros consacrée par l'UE aux Caraïbes pour la période 2014-2020... [Lire la suite](#)

Agences européennes :

Philae s'est réveillé



Après sept mois d'hibernation, caché quelque part à la surface de la comète 67P/Churyumov-Gerasimenko, Philae, l'atterrisseur de la mission Rosetta s'est réveillé le 13 juin. De brefs signaux ont été reçus, indiquant que le petit robot a suffisamment d'énergie pour envoyer ses données. Jean-Yves Le Gall, Président du CNES, a déclaré : " Nous avons pu récupérer des signaux de sa part pendant deux minutes ainsi que 40 secondes de données". Son réveil s'explique notamment par le mouvement de la comète qui en se rapprochant du soleil a permis la remise en marche des panneaux solaires du robot... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

France :

51e salon aéronautique du Bourget



La 51e édition du salon aéronautique du Bourget se tient du 15 au 21 juin. Les grands acteurs de l'industrie aéronautique seront présents pour présenter leurs innovations. Près de 120 aéronefs civils et militaires, parmi les plus innovants et les plus spectaculaires du monde, sont présentés cette année dont une partie effectuera des présentations en vol quotidiennes. Le salon est réservé aux professionnels du 15 au 18 juin, puis ouvert au grand public à partir du 19 juin... [Lire la suite](#)

Italie :

Migrations: Matteo Renzi menace d'un plan B



Le 14 juin, le Premier ministre italien, Matteo Renzi, a affirmé qu'un "plan B" serait mis en oeuvre par son pays, si la solidarité de l'Union européenne à l'égard de l'Italie ne s'améliorait pas, en matière de prise en charge des réfugiés. Cette déclaration intervient dans un contexte de tensions entre les Etats membres qui ont des difficultés à s'accorder sur le plan de la Commission européenne qui vise notamment à une répartition de 24.000 réfugiés entre ces derniers. Matteo Renzi s'entretiendra sur la question de l'immigration avec le Président français, François Hollande, et le Premier ministre britannique, David Cameron, lors de leurs visites respectives cette semaine à Milan, ainsi qu'avec le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et la Chancelière allemande, Angela Merkel. La question migratoire sera également à l'ordre du jour du prochain Conseil européen des 25 et 26 juin... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Pologne :

Démission de plusieurs ministres en Pologne



Le scandale des écoutes rebondit en Pologne et provoque une véritable déflagration politique. La Première ministre polonaise Ewa Kopacz a annoncé le 10 juin la démission de six ministres, ou secrétaires d'Etat, et celle du président du Parlement, Radoslaw Sikorski, tous cités dans une affaire retentissante d'écoutes illégales. A la fin d'une conférence de presse, Ewa Kopacz a demandé "pardon" aux Polonais. Elle a annulé un déplacement à Bruxelles alors que le pays est en pleine tempête politique, deux jours après que l'homme d'affaires et militant politique Zbigniew Stonoga a publié sur sa page Facebook l'ensemble du dossier judiciaire sur les enregistrements, à leur insu, de plusieurs personnalités proches du parti au pouvoir... [Lire la suite](#)

Visite de la Première ministre polonaise au Vatican

Le 12 juin 2015, la Première ministre polonaise, Ewa Kopacz, a été reçue par le Pape François lors d'une audience au Vatican. Lors de cette rencontre, la Première ministre et le Pape ont échangé sur la



prochaine visite de ce dernier en Pologne à l'occasion des Journées mondiales de la jeunesse qui auront lieu à Cracovie fin juillet 2016, sur la contribution jouée par l'Eglise catholique en Pologne, sur des questions d'éthique, ainsi que sur les questions internationales et notamment la crise russo-ukrainienne...
[Lire la suite](#)

Roumanie :

Victor Ponta accusé de corruption par l'agence anti-corruption roumaine



Le 9 juin, le Parlement roumain a rejeté par 231 voix contre 120 la demande de levée de l'immunité de Victor Ponta, Premier ministre roumain accusé de corruption. Le Parquet anticorruption roumain (DNA) avait en effet demandé l'ouverture d'une enquête contre le chef du gouvernement soupçonné d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent lorsqu'il était avocat entre 2007 et 2011. Le président Klaus Iohannis, qui avait fait campagne en 2014 sur la lutte contre la corruption, a demandé la démission du Premier ministre et qualifié la décision parlementaire d'irresponsable dans la mesure où Victor Ponta ne pourra faire l'objet de poursuites judiciaires sur la période où il était en fonction et ne peut être suspendu par le seul Président... [Lire la suite](#)

Royaume-Uni :

Débat sur le projet de loi de référendum sur l'appartenance à l'Union européenne



Le 9 juin, une majorité de députés britanniques (544 contre 53) a voté un projet de loi pour l'organisation d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE, et a rejeté l'amendement proposé par le parti nationaliste écossais (SNP) pour bloquer le texte. Soutenue tant par les députés conservateurs que travaillistes, l'adoption du projet qui doit encore passer en seconde lecture devant les Chambres, ne devrait faire aucun doute bien que le débat ait mis à jour des tensions au sein du camp conservateur. Après l'adoption du projet de loi, la date de la tenue du référendum dépendra essentiellement des négociations entre David Cameron et ses homologues européens sur les conditions de l'appartenance à l'UE, le Royaume-Uni souhaitant recouvrer une large part de ses compétences... [Lire la suite](#)

Discours du ministre des finances britannique



Dans son discours annuel à Mansion House le 10 juin, le ministre des finances britannique George Osborne a fait savoir que le gouvernement souhaitait proposer une législation contraignant les futurs gouvernements à dépenser moins que leurs recettes fiscales en période de conjoncture normale - une "règle d'or" que très peu de pays ont tenté d'instaurer. De même, il a précisé le plan de privatisation envisagé et notamment la façon dont le gouvernement allait liquider ses parts dans la Royal Bank of Scotland (RBS)... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Canada :

Visite du Premier ministre canadien Stephen Harper en Europe



Le Premier ministre canadien Stephen Harper est venu en Europe du 6 au 11 juin, passant par l'Ukraine, la Pologne et l'Italie. Durant sa rencontre avec le Président ukrainien Petro Porochenko, il a confirmé le soutien du Canada devant l'agression de la Russie et pour mener les réformes économiques et démocratiques de l'Ukraine. En Pologne, il a rencontré la Première ministre Ewa Kopacz, le Président Bronisław Komorowski et le Président élu Andrzej Duda et a annoncé la signature d'une déclaration d'intention entre les ministères de la Défense des 2 pays indiquant l'engagement commun à renforcer leur coopération en matière de défense. À Rome, il a discuté d'investissement et de commerce bilatéral avec Matteo Renzi. Enfin, il a eu une audience privée auprès du Pape François, où ils ont discuté de l'importance de défendre les intérêts des chrétiens et d'autres minorités religieuses menacées au Moyen-Orient, dans l'est de l'Ukraine, en Crimée et en Afrique et ont affirmé la nécessité de renforcer leur collaboration dans la défense de la liberté de religion dans le monde... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Russie :

Vladimir Poutine en visite en Italie et au Vatican



A l'occasion de la journée russe à l'Exposition universelle de Milan, le 10 juin, le Président du Conseil italien Matteo Renzi a reçu le Président russe Vladimir Poutine. Les thèmes centraux de la visite ont été la crise ukrainienne, les rapports russo-italiens et le terrorisme international. A Rome, Vladimir Poutine s'est entretenu avec le président de la République Sergio Mattarella, puis avec le Pape François qui lors d'un entretien privé au Vatican a demandé un engagement majeur de la Russie pour la paix en Ukraine et au Moyen-Orient... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Turquie :

Démission du gouvernement turc



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a accepté, le 9 juin, la démission du gouvernement d'Ahmet Davutoglu suite aux résultats des élections législatives du 7 juin. La formation d'un gouvernement de coalition entre l'AKP et l'opposition s'annonce comme un casse-tête car les trois partis d'opposition excluent pour l'instant toute alliance avec l'AKP... [Lire la suite](#)

Ukraine :

L'Ukraine ne doit pas se servir des réserves de sa Banque centrale pour payer ses créanciers privés



L'Ukraine ne peut pas puiser dans les réserves de sa Banque centrale pour payer ses créanciers privés dans le cadre des négociations en cours sur le rééchelonnement de sa dette, a indiqué le 12 juin la directrice générale du FMI Christine Lagarde. Selon elle, l'Ukraine a besoin de conserver d'importantes réserves monétaires pour assurer le succès de son programme de réformes économiques "et, à ce titre, les réserves de la Banque nationale ukrainienne ne peuvent être utilisées pour le service de la dette extérieure sans que le gouvernement ne contracte davantage de dette ce qui serait incompatible avec le succès de l'opération"... [Lire la suite](#)

ONU :

UNHCR: 103 000 migrants arrivés en Europe via la Méditerranée en 2015



Selon les informations publiées le 9 juin par l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés, environ 103 000 réfugiés et migrants sont déjà arrivés en Europe à travers la Méditerranée en 2015 avec des pics enregistrés chaque jour en Italie et en Grèce: 54 000 en Italie, 48 000 en Grèce. Ce total comprend environ 6 000 migrants et réfugiés ayant débarqué au sud de l'Italie le weekend du 6-7 juin suite à une opération de sauvetage majeure coordonnée par les garde-côtes italiens et à laquelle ont participé des navires de la marine déployés par Frontex et l'Italie, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Espagne ainsi que MOAS (Migrant Offshore Aid Station)... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Le PIB en hausse de 0,4% dans la zone euro et dans l'UE au 1er trimestre 2015



Le Produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,4% au premier trimestre dans la zone euro et dans l'Union européenne, en particulier grâce à la consommation des ménages, selon les chiffres publiés le 9 juin par l'office européen de statistiques, Eurostat. Le PIB avait déjà progressé de 0,4% au quatrième trimestre 2014, souligne Eurostat... [Lire la suite](#)

Excédent du commerce international de biens de la zone euro et de l'UE



Selon les données publiées par Eurostat le 15 juin,, les exportations de biens de la zone euro vers le reste du monde se sont établies à 173,6 milliards d'euros en avril 2015, en hausse de 9% par rapport à avril 2014. Les importations depuis le reste du monde ont été de 148,7 milliards d'euros, soit une hausse de 3%. En conséquence, la zone euro a enregistré en avril 2015 un excédent de 24,9 milliards d'euros de son commerce international de biens avec le reste du monde. Dans l'UE, les exportations de biens se sont établies à 155,4 milliards €, en hausse de 12% par rapport à avril 2014. Les importations depuis le reste du monde ont été de 143,2 milliards €, soit une hausse de 4%. L'UE a donc affiché en avril 2015 un excédent de 12,2 milliards d'euros de son commerce international de biens avec le reste du monde... [Lire la suite](#)

Structure de la dette publique des Etats membres en 2014



Une étude Eurostat publiée le 10 juin révèle que la dette publique de la plupart des Etats membres de l'Union européenne est détenue surtout par des non-résidents. C'est le cas de 81% de la dette finlandaise, mais seulement de 2% de la dette luxembourgeoise. D'autre part, les échéances à long terme sont les plus fréquentes. En Suède, 29% de la dette publique totale est assortie d'un terme de moins d'un an. La Bulgarie (21%), l'Italie (15%), la Hongrie (14%), le Portugal (13%) et la France (12%) ont enregistré des proportions de dette publique à court terme supérieures à 10%, à l'inverse de la Pologne, de l'Estonie et de la Slovaquie, dont la quasi-totalité de la dette avait une échéance à long terme... [Lire la suite](#)

La CELAC constitue le cinquième partenaire commercial de l'UE



Selon une étude d'Eurostat publiée le 9 juin, la balance commerciale des 28 États membres de l'Union européenne avec les 33 pays d'Amérique latine et des Caraïbes membres de la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (CELAC) est excédentaire s'établissant à 12 milliards € en 2014. Les importations de biens en provenance de la CELAC atteignent 98,6 milliards €, tandis que les exportations de biens de l'UE vers la CELAC s'élèvent à 110,6 milliards € en 2014. Ensemble, les pays de la CELAC sont le cinquième partenaire commercial de l'UE en 2014, derrière les États-Unis, la Chine, la Russie et la Suisse... [Lire la suite](#)

Les États-Unis sont les premiers partenaires commerciaux de l'UE dans le secteur des services



Une étude Eurostat publiée le 11 juin révèle que près d'un tiers des échanges de services de l'Union européenne a été réalisé avec les États-Unis en 2014, pour un excédent total de l'Union européenne de 151 milliards d'euros. Les exportations de services de l'UE vers le reste du monde ont augmenté de 29% au cours des cinq dernières années, pour atteindre 734,8 milliards d'euros en 2014. Les importations ont, elles, progressé un peu plus lentement (+27% en cinq ans). Les transports et les voyages représentaient un tiers du total des exportations de l'Union européenne. Si l'Union européenne a principalement échangé avec les États-Unis, ses autres partenaires commerciaux dans le secteur des services sont notamment la Suisse, la Chine, la Russie, le Japon, le Canada, l'Inde, le Brésil et Hong-Kong... [Lire la suite](#)

Publications :

Andare insieme, andare lontano : le livre d'Enrico Letta



Enrico Letta, ancien Président du gouvernement italien, a publié "Andare insieme, andare lontano" (Marcher ensemble, aller loin) aux éditions Mondadori. L'auteur raconte l'histoire de l'Italie et de l'Europe, convaincu de la nécessité de récupérer l'esprit des Pères fondateurs et ainsi atteindre le rêve de l'Europe unie. L'Italie a besoin d'un effort collectif et unitaire pour combattre ses maux internes, notamment le chômage... [Lire la suite](#)

Culture :

Exposition d'art contemporain Art Basel à Bâle



Du 18 au 21 juin, la ville de Bâle accueille l'exposition annuelle d'art moderne et contemporain Art Basel. Elle rassemble toutes les formes d'art, sculptures, peintures, dessins, photos, vidéos, installations des 300 plus grandes galeries d'art à travers le monde, de l'Amérique du Nord à l'Asie. Art Basel est la plus grande foire d'art moderne et contemporain au monde... [Lire la suite](#)

Fête de la musique



La fête de la musique 2015 se déroulera le 21 juin. Le programme de cette 34e édition placée sous la thématique "vivre ensemble les musiques" rassemble plusieurs milliers de concerts, mélangeant artistes, amateurs et professionnels. Lancée en France en 1982, la fête de la musique est présente dans plus de 100 pays sur les cinq continents, chaque 21 juin... [Lire la suite](#)

Festival Hampton Court Palace



Le festival Hampton Court se déroule au Tudor Courtyard jusqu'au 23 juin. Cette année, le festival accueille des artistes tels que Jools Holland, Burt Bacharach ou encore Alfie Boe et prend lieu dans un cadre des plus agréables avec notamment la possibilité pour les spectateurs de se rendre au East Front Gardens qui offre diverses possibilités d'activités entre les concerts... [Lire la suite](#)

Anish Kapoor expose au Château de Versailles



Jusqu'au 1er novembre, les jardins du Château de Versailles accueillent l'exposition d'art contemporain de l'artiste britannique Anish Kapoor. Le choix de l'artiste, pour qui l'œuvre n'existe réellement qu'à travers les yeux du spectateur, a été de mêler les dualités : ciel et terre, visible et invisible, dehors et dedans, ombre et lumière, afin de créer un univers imaginaire et instable contrastant avec la réalité maîtrisée du Château de Versailles... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



15 juin
Luxembourg
Conseil "Environnement"



15 et 16 juin
Luxembourg
Conseil "Justice/intérieur "



16 juin
Luxembourg
Conseil "Agriculture et pêche"



18 juin
Luxembourg
Réunion de l'Eurogroupe
Danemark
Élections législatives au Danemark



18 et 19 juin
Luxembourg
Conseil "Emploi, politique sociale, santé et consommateurs"



19 juin
Luxembourg
Conseil "Economie et finances"



22 juin
Luxembourg
Conseil "Affaires étrangères"

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Charles de Marcilly, Helen Levy ; Marion Attia, Leslie Biaggi, Romain Denninger,
Noémie Rossi, Francesca Tortorella, Matthias Touillon, Antoine Villedey

Rédacteur en chef : Charles de Marcilly
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}